



OCGG Government Section

Advice Program
European Union

Governance Area
The European Constitution

Project
Ratification

Referendum sur la Constitution: les Français en passe de se nuire

par André Nilsen

Après 3 semaines printanières passées à Paris, j'ai peur que les Français vont effectivement rejeter la Constitution européenne lors du referendum du 29 mai. Même le haut fonctionnaire qui me loge va voter « non ».

Au lieu d'analyser les effets considérables qu'un tel choix aurait sur le futur de la France, de l'Europe et du monde, le débat sur la scène pub-

lique est largement centré sur une foulditude de sujets de politique intérieure et basé sur des assomptions illusoires quant aux conséquences qu'aurait un rejet.

Si le gouvernement français ne fait pas en sorte dans les prochains jours de centrer le débat sur les véritables enjeux et de corriger certaines assomptions très répandues, la majorité du « non » va aller en

MAIN POINTS

The French debate on the EU constitution shows little appreciation of the disastrous implications a "non" will have for the French dream of a social Europe in a multipolar world. A renegotiated text would be less French in character and could shift the balance of power in favour of the UK.

ABOUT THE AUTHOR

André Nilsen is the Chairman and Managing Director of the OCGG and a DPhil candidate in political economy at Oxford. He has an MPhil from Oxford and did his undergraduate studies at Oslo, Washington, Heidelberg, and Harvard. He can be contacted at andre.nilsen@oxfordgovernance.org

ABOUT THE OCGG

The Oxford Council on Good Governance is an independent, non-partisan, and non-profit think tank based at Oxford and other world leading universities that gives actionable advice to high-level policy-makers based on cutting-edge research. For more information, please visit www.oxfordgovernance.org

s'agrandissant jusqu'au jour du référendum.

La constitution a été reléguée à l'arrière-plan dans bien des aspects du débat, qui se centre au contraire sur toutes sortes d'autres thèmes – comme les divisions entre droite et gauche, la performance de l'actuel gouvernement, Chirac contre Sarkozy, la situation des travailleurs français face à la vague de travailleurs bon marchés attendue si la directive Bolkestein entrerait en vigueur, ainsi que les craintes quant à une nouvelle marée humaine provenant du Sud-est européen dans l'hypothèse d'une adhésion turque.

Ce glissement de thèmes peut aussi être perçu dans les débats intérieurs confus d'autres Etats-membres qui ont fait le choix regrettable d'opter en faveur de référendums au lieu de faire confiance aux institutions de la démocratie représentative qui ont fait leurs preuves dans le temps. Ce qui semble néanmoins être spécifique au débat français est la pertinence de réflexions plutôt douteuses sur ce qui se passerait si le « non » l'emporte.

Un argument fréquemment invoqué est que la Constitution dans sa version actuelle ne serait pas suffisamment « française » - selon les critiques socialistes, la

partie économique ne serait pas assez sociale, et selon les pourfendeurs gaullistes, la politique étrangère commune mettrait trop d'obstacles à une voix française dans les relations internationales – et qu'en rejetant le traité la France pourra jouer de son influence pour parvenir à travers les négociations qui s'en suivraient à un texte plus favorable.

Si les Français suivent ce raisonnement, ils risquent de gravement se nuire. Un « non » le 29 mai va non seulement rendre illusoire toute ambition française d'une Europe sociale opposé comparée à la conception néo-libérale d'une simple zone de libre-échange, mais détruirait aussi la vision française d'un monde multipolaire gouverné par des institutions multilatérales au détriment d'un monde unipolaire dirigé par l'unilatéralisme américain.

D'un côté, l'adoption du présent texte serait le plus grand pas imaginable vers cette vision française du monde. Elle ferait de l'Union un acteur global qui pourrait améliorer la gouvernance mondiale en créant un contrepoids nécessaire aux Etats-Unis. Le rejet de la Constitution serait un signe clair de division et de faiblesse. Paradoxalement, un « non » français serai le plus acclamé par la Maison Blanche.

De l'autre côté, le texte est aussi social qu'il peut l'être vu la donne politique sur la scène politique européenne. Même s'il est vrai qu'il ne crée pas un système de protection sociale européen, rien pour autant ne met en danger les systèmes nationaux des Etats-membres, Etats qui gardent au contraire le pouvoir de décision national en la matière.

Un texte renégocié sera presque à coup sûr moins social, ceci parce qu'une renégociation serait différente du processus original en au moins trois aspects.

Primo, il est improbable qu'un ancien Président français serait à nouveau appelé à coordonner les négociations – si seulement parce qu'ils n'abondent pas.

Secundo, les nouveaux Etats-membres d'Europe centrale seront sûrement plus impliqués dans une nouvelle conférence intergouvernementale que dans la précédente où ils étaient principalement préoccupés avec l'élargissement – et si leurs récentes réductions fiscales et leur support à la directive Bolkestein sont une mesure d'indice, ils ont une idée de l'Europe sociale légèrement différente de celle de la France.

Tertio, maintenant que la commission Barroso à penchant néo-libéral est en

place, la Commission Européenne sera sans aucun doute moins un allié de la France qu'elle l'a pu être dans le passé – cette Commission n'est pas la commission Delors.

Ainsi, au contraire de la vision politique ambitieuse adoptée par le présent texte, un texte renégocié se limiterait probablement au plus petit dénominateur commun.

L'idée que la France malgré ce contexte adverse pourrait faire adopter un texte plus français dans des négociations est une idée vouée à l'échec.

Les Français sont en profonde erreur s'ils pensent qu'ils sont à ce point indispensables qu'ils peuvent poser des ultimatums aux autres Etats-membres. Ceci a pu marcher dans la crise de la « chaise vide », mais aujourd'hui la France va se trouver confrontée à ce que la Grande-Bretagne a entendu chaque fois qu'elle se butait à un obstacle: si vous ne l'aimez pas, prière de se taire et de faire avancer les autres.

Bien que les Français aient pu jusqu'à maintenant se reposer sur leurs engagements européens pour définir le projet d'intégration, ils ne doivent pas prendre pour acquis l'idée que rien ne se ferait

en Europe s'ils rejettent la Constitution, mais au contraire prévoir qu'on assistera à une marginalisation de la France – le vieil père fondateur ne pourrait plus éduquer les nouveaux venus sur comment être un 'bon européen' – et en conséquence une réduction de son pouvoir dans les affaires internationales.

Un « non » français pourrait ironiquement résulter en un déplacement stratégique à long terme de pouvoir vers Downing Street.

Les Français doivent garder à l'esprit que le scénario le plus probable il y a quelque mois – que le Royaume-Uni serait le seul pays à définitivement rejeter la Constitution et en conséquence aurait à accepter un traité associatif sans pouvoir ni influence comparable à celui dont souffre la Norvège aujourd'hui – aurait permis à la France (conjointement avec l'Allemagne) de retourner au devant de l'intégration européenne et d'utiliser les modes de décisions plus favorables dans la Constitution pour formuler et politique économique et politique étrangère.

Au contraire, si et la France et la Grande-Bretagne rejetaient la Constitution – on n'ose même pas imaginer les Français la rejetant et les Britanniques au contraire l'approuvant! – la France se trouverait au

côté de la Grande-Bretagne à la périphérie de l'Europe.

Dans le meilleur des cas, comme personne ne veut d'une Europe dirigée exclusivement par l'Allemagne, la scène politique européenne ressemblerait à un doughnut avec toute l'action se déroulant à la périphérie et un grand trou au milieu – en lieu et place où aurait pu se trouver une Europe sociale oeuvrant comme une force positive dans les relations internationales.

Dans le pire des cas, si en effet le texte renégocié serait moins social et plus néolibéral, ce seraient les Britanniques qui se trouveraient dans la meilleure position pour aller de l'avant et prendre la barre de commande.

Il n'est pas encore trop tard pour le gouvernement français de changer la situation et de sécuriser un « oui » mais le temps presse. Si la France effectivement dit « non » au travail constitutionnel de Valéry Giscard d'Estaing, elle aurait probablement raté « une bonne occasion de se taire », dans les dires d'un autre Président français.

Legal Information

This is a publication of the Oxford Council on Good Governance, an independent, non-partisan, and non-profit think tank registered in England as a private company limited by guarantee.

Company number: 04964367

Registered Address:
141 Rampart Rd
Salisbury SP1 1JA
United Kingdom

Copyright

All rights reserved. Apart from fair dealing for the purposes of research or private study or criticism or review, as permitted under the UK Copyright, Design and Patents Act 1988, no part of this publication may be reproduced, stored or transmitted in any form or by any means without the prior permission in writing of the Publisher. Authorisation to photocopy items for the purpose of policy-making and governance is granted by the Publisher.

Disclaimer

The Oxford Council on Good Governance cannot be held responsible for errors or any consequences arising from the use of information contained in this publication.

The views and opinion expressed do not necessarily reflect those of the Oxford Council on Good Governance, neither does the publication of advertisements constitute any endorsement by the OCGG of the products or services advertised.